

ÉGYPTE, TUNISIE,

Ces printemps

Cela fera bientôt deux ans depuis que le monde arabe a basculé dans une zone de turbulence à laquelle il n'était ni préparé ni prédestiné. Ce qu'on appelle, à tort, « le printemps arabe » et qui a curieusement épargné toutes les monarchies du Golfe, là où justement n'est toléré aucune des libertés fondamentales, n'aura finalement profité qu'aux islamistes. Comme prévu.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) Ils ont déjà le pouvoir en Tunisie et en Egypte où Ennahda et les Frères musulmans», respectivement, contrôlent tout. A peine installés au pouvoir, les intégristes tunisiens et égyptiens entreprennent d'accomplir la providentielle victoire par une islamisation en profondeur de la société et des institutions. C'est ainsi qu'en Tunisie, où le statut de la femme est le plus moderne dans le monde arabe depuis Bourguiba, des affrontements sont devenus fréquents entre les islamistes et les associations féminines, les syndicats ou des partis progressistes. Habités à un certain mode de vie, les Tunisiens refusent obstinément le diktat des nouveaux maîtres de Tunis, mais c'est en Egypte que ce rejet de l'assaut islamiste tourne à une véritable

confrontation depuis quelques jours. Les forces progressistes au pays des pyramides remontent au créneau de manière spectaculaire pour sauver l'Egypte d'un pouvoir islamiste absolu comme tentent de le faire «en douce», Morsi et son parti à travers une déclaration constitutionnelle et un décret ficelé sur mesure. Pour l'actuel président, mais plus inquiétant encore, pour l'hégémonie de la Charia sur la Constitution et donc sur l'ensemble de la législation du pays. En Libye, c'est encore pire : au régime «clownesque» de Kadhafi succède une situation chaotique de non-Etat, faisant de ce vaste pays un enfer pour ses propres ressortissants et une grosse source de problèmes de sécurité pour l'ensemble de ses voisins, l'Algérie particulièrement.

CRISE AU MALI

Washington appuie la position algérienne

Les Etats-Unis appuient la position algérienne concernant la gestion de crise au Mali. C'est ce que le secrétaire d'Etat-adjoint américain, William Burns, reçu jeudi par le président de la République, a déclaré : «Les Etats-Unis appuient la position leader de l'Algérie en faveur de la promotion du dialogue politique entre le gouvernement malien et les Touaregs du Mali», a indiqué M. Burns lors d'un point de presse organisé au siège de l'ambassade américaine à Alger. Cela, même si le responsable américain n'a pas écarté le fait que son pays appuierait une éventuelle intervention militaire africaine dans le nord du Mali, en indiquant qu'«une force multinationale sous contrôle africain soutenue par la communauté internationale pourrait s'avérer nécessaire». Néanmoins, «nous continuons de favoriser une coordination des efforts en vue d'accélérer les discussions politiques au Mali et nous savons que l'Algérie a un rôle à jouer en la matière», a souligné M. Burns. Pour faire face aux problèmes sécuritaires qui se posent à la région, le secrétaire d'Etat-adjoint américain a indiqué que les Etats-Unis sont en faveur d'une coopération accrue avec le gouvernement par intérim du Mali et tous les pays de la région en matière de lutte contre le terrorisme, se félicitant de la «détermination» de l'Algérie à œuvrer en ce sens. Selon William Burns, l'Algérie et les Etats-Unis «partagent la même inquiétude sur l'instabilité au Mali et ses effets négatifs sur la sécurité régionale et nous appelons tous les voisins du Mali à augmenter leurs patrouilles frontalières pour couper le flux des armes, de la drogue, du carburant et des combattants au Mali». Selon lui, il faut tenir compte de l'ensemble des problèmes de ce pays, dont le Nord est occupé par des groupes islamistes extrémistes tel Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui y appliquent brutalement la loi islamique. Parmi eux, les problèmes humanitaires de déplacements de populations, les problèmes politiques intérieurs entre Bamako et ses populations du nord, dont certaines sont tentées par une sécession, et le processus de sécurisation régionale. «Une stratégie réussie doit tenir compte de toutes ces dimensions», a souligné M. Burns.

C.B / Agences

Le cycle de ce qui est communément appelé «printemps arabe» n'est visiblement pas près de connaître son épilogue. Auréolés par une victoire électorale, les islamistes à la tête du gouvernement en Tunisie font face à une vague de contestations menée par la puissante UGTT. Le pays est à nouveau à la croisée des chemins.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Entre les islamistes à la tête du gouvernement et l'opposition incarnée par une centrale syndicale activement impliquée dans la révolution, rien ne va plus en Tunisie. A tel point que le président, ancien opposant et militant des droits de l'Homme, se retrouve dans la peau du médiateur. Le post-«printemps arabe» s'annonce des plus laborieux. La Tunisie s'apprête à vivre le deuxième anniversaire de la révolution dans la tourmente. Le pays est secoué par des vagues de contestations. Le bras de fer entre UGTT et islamistes risque de cristalliser davantage la déception des Tunisiens face non seulement au marasme social mais également devant l'impasse politique dans laquelle le pays est plongé en l'absence de compromis autour de la future Constitution.



Photo : DR

Deux années après le départ de Ben Ali du pouvoir. Les islamistes, représentés par le parti Ennahda, sont à l'épreuve. En passant du statut d'opposants à celui de dirigeants, ils se heurtent aux dures réalités qu'impose la gouvernance d'un pays. Cela n'a pas empêché le chef d'Ennahda de jeter l'opprobre sur le syndicat. Les relations entre l'UGTT et Ennahda se sont tendues ces dernières semaines avant de se transformer mardi en conflit ouvert après l'attaque, mardi, à Tunis, perpétrée par des militants islamistes pro-pouvoir contre le principal syndicat. L'UGTT a réclamé l'arrestation des auteurs de l'attaque et la dissolution d'une milice favorable au pou-

voir tout en appelant à une grève générale pour le 13 décembre prochain. Il n'en aura pas fallu davantage pour que plusieurs régions du pays s'embrasent. Quatre régions de Tunisie, dont Sidi Bouzid, étaient en en grève jeudi. Sa voisine Kasserine observait également le débrayage, tout comme Gafsa, région minière théâtre de conflits sociaux récurrents, et Sfax.

L'essentiel des institutions publiques et privées de ces quatre régions sont restées fermées. Des centaines de manifestants ont défilé à Sidi Bouzid, scandant des slogans anti-Ennahda, réclamant la démission du gouvernement. Le même scénario s'est répété à Gafsa où la

grève a été suivie à 95%, selon l'UGTT. Ces actions ne sont que le prélude au débrayage national annoncé par le syndicat. Une action soutenue par la Confédération générale tunisienne du travail qui se dit solidaire de l'UGTT. Auparavant, une grève générale fin novembre à Siliana, une ville déshéritée au sud-ouest de Tunis, avait dégénéré en plusieurs jours d'affrontements avec la police, faisant 300 blessés. Face à la mobilisation annoncée, le cabinet du Premier ministre a réagi appelant «tous les fonctionnaires dans tous les établissements à reprendre le travail», exhorté toutes les organisations tunisiennes à prôner un discours apaisant pour dépasser les difficultés. Un appel qui risque de n'avoir aucun écho dans une Tunisie plus que jamais divisée. Les acquis de la révolution semblent aujourd'hui plus que jamais menacés.

A quelques jours de la célébration du second anniversaire, le pays s'apprête à vivre des lendemains incertains. A la morosité économique vient s'ajouter une instabilité politique. Deux années après le départ de Ben Ali, la Tunisie n'arrive toujours pas à arriver à un consensus autour de la Constitution qui cristallise toutes les contradictions qui traversent un pays qui vit mal le post-«printemps arabe», à l'instar des autres pays arabes ayant vécu la même expérience.

N. I.

À DEUX MOIS DE L'AN II DE SA CÉLÉBRATION PAR LES LIBYENS

Goûts et arrière-goûts amers d'une «révolution»

Près de deux ans après, les Libyens sont loin, très loin de fructifier leur «révolution» du 17 février 2011 qui a fini par, quelques mois plus tard, les débarrasser de leur dictateur qui a régné sans partage sur le pays, 42 ans durant.

M. Kebci- Alger (Le Soir) - Et bien pire que cela, nombre d'entre eux manifestent certes timidement, de la nostalgie à l'endroit de la triste époque Kadhafi tant l'ère qui lui a succédé avec le procédé que l'on sait, est loin de ne pas l'égaliser. Avec, notamment, l'anarchie presque généralisée qui règne en maître des lieux aux quatre coins du pays, encouragée par l'incapacité du nouvel exécutif issu des législatives du 07 juillet dernier à faire rétablir l'ordre et la sécurité. Il ne se passe pas en effet, un jour, sans que des exactions, des exécutions sommaires et autres dépassements soient enregistrés. Et tout dernier épisode de ce désordre généralisé, l'évasion,

encore une, mardi dernier, de près de 200 prisonniers, d'une prison de Sebha, une ville du sud du pays. Des prisonniers dont des partisans de l'ancien régime Kadhafi, pour lesquels l'évasion aurait été rendue possible par la grâce et la largesse d'agents de la police judiciaire qui contrôlaient le pénitencier. Cette évasion traduit on ne peut plus clairement le chaos qui règne dans cette partie de la Libye. Cela a poussé les députés de la région à boycotter les séances plénières de l'Assemblée nationale pour dénoncer la détérioration de la situation sécuritaire avec ses corollaires, la recrudescence du crime, l'immigration clandestine et le trafic de tous genres, notamment celui des armes et de la drogue. Des ONG ne se sont-elles pas mises de la partie pour mettre le doigt sur de nombreux cas de violations de droits de l'homme qui visaient notamment, des responsables et partisans de l'ancien régime détenus par les ex-rebelles dans des prisons qui ne sont pas contrôlées par les autorités ?

Et pas que cela, la Libye, qui donnait l'allure

d'un grand pays uni, s'est effritée aussitôt l'ancien dictateur déboulonné et assassiné. Des velléités d'autonomie, voire de sécession ne se sont-elles pas manifestées au grand jour ? Surtout que l'intronisation du nouvel exécutif du Premier ministre Ali Zeidan, le 14 novembre écoulé, était loin d'être partagée par tous, certains y voyant la reconduction de l'ancien régime avec la présence de reliques de ce dernier.

Ajouter à cela, les manœuvres des «amis» qui ont assisté les «rebelles» dans l'inspiration et l'exécution de leur «révolution», le Qatar et la France, en tête. Paris et Doha qui ne visent qu'à se partager le juteux tribut de guerre que constituent le vaste chantier de reconstruction du pays totalement ou presque réduit à néant et surtout, le trésor souterrain du pays ; l'or noir. Au diable la sécurité de la Libye ou encore la pauvreté qui est en train de gangréner des pans entiers de la société libyenne que l'on tente de «colmater» par des gestes humanitaires.

M. K.